



Royaume des Pays-Bas

# MASOLO

Nr 47 / Janvier 2017



## BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



## RDC, une fin d'année mouvementée !

Le 17 novembre, Samy Badibanga Ntita, fût nommé premier ministre à la tête du gouvernement de transition, mis en place par les accords du 18 octobre - accords signés que par une partie de l'opposition. Cela mènera la RDC à connaître des jours bien sombres. Dans la nuit du 19 décembre, date de la fin du mandat constitutionnel du président Joseph Kabila, - alors que les noms des 67 membres du gouvernement étaient publiés- le pays fût plongé dans plusieurs jours de violences. Aux manifestations populaires (coups de sifflets, vuvuzela, battements de casseroles), qui réclamaient le départ de Kabila, le gouvernement avait répondu par la violence faisant ainsi plus d'une quarantaine de morts dans le pays. Aux premières heures de la même date, les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Viber, Skype, Imo etc.) avaient été coupés, pour n'être rétablis que le jeudi 28 décembre, en matinée. Afin de décrier la situation politique du pays et éviter que celui-ci ne sombre dans le chaos, La CENCO (Conférence Episcopale Nationale du Congo) fût chargée de réunir les membres de la majorité au pouvoir et de l'opposition – ainsi que sa branche la plus radicale- autour d'un dialogue inclusif, afin de signer un nouvel accord politique. Il aura fallu 3 semaines d'âpres négociations, pour finalement voir les différentes parties signer – à la veille de la Saint Sylvestre - un nouvel accord politique plus inclusif, limitant les pouvoirs du régime en place, en interdisant à Kabila de briguer un 3ème mandat, de changer la constitution et de tenir un référendum. (Source : Diverses. Photo: BBC)

### Actualités néerlandaises

#### PAGE 2

- Les Pays-Bas, troisième dans le classement des paradis fiscaux selon Oxfam
- Nouvelle stratégie de Royal Joh. Enschedé et focus sur l'Impression de Haute Sécurité
- CASA-II: Programme pour les états d'Afrique touchés par des conflits
- Progrès et objectifs ambitieux du TradeMark East Africa
- Evaluation PUM : changement d'orientation et financement renouvelé pour 2017-2020

### Actualités en RDC

#### PAGE 3

- 1,8 milliard de dollars pour financer le processus électoral
- Classement Forbes: George Forrest, deuxième fortune d'Afrique francophone subsaharienne
- Vers le début de la liquidation de la BIAC
- Tenke Fungurume Mining conteste les décisions du Tribunal de Commerce de Lubumbashi
- Le taux d'exécution des dépenses inscrites au budget 2015 évalué à 68,22 %
- Le Sénat approuve l'adhésion à la banque africaine d'import-export
- Le FPI annonce des recouvrements forcés auprès de ses débiteurs

### Congo-Brazzaville

#### PAGE 4

- Vers la libre circulation des marchandises en Afrique centrale
- Les activités du CAB pour 2017
- Vers un système informatisé du commerce du bois
- Le Congo-Brazzaville s'apprête à lever 150 milliards de F CFA sur le marché régional
- Le Congo produira 300.000 barils de pétrole par jour en 2018

#### PAGE 5

### Post Scriptum

- 2017 promet de devenir une année ambitieuse
- Informations Pratiques & Contact



### Les Pays-Bas, troisième dans le classement des paradis fiscaux selon Oxfam



Les Pays-Bas se sont classés au troisième rang dans la liste annuelle du top 15 mondial, des pays évitant les impôts, selon le journal *Financieel Dagblad*. Les Bermudes et les Îles Caïmans sont en tête de la liste. Le score élevé est dû à la grande tendance qu'ont les multinationales, qui opèrent aux Pays-Bas, à éviter les taxes a déclaré Oxfam.

La publication du rapport d'Oxfam, 'La bataille des paradis fiscaux, une dangereuse course à la concurrence fiscale', a porté un coup dur au gouvernement néerlandais, qui essaie de stopper l'évitement fiscal et les mesures de transfert des bénéfices, a ajouté le journal. Oxfam a dit que des flux importants d'argent, disproportionnés à la taille de l'économie et à la présence des entreprises, ont indiqué des transferts de profits, lesquels sont une forme d'évitement fiscal. En plus, le rapport a indiqué que des faveurs fiscales sont accordées aux multinationales qui s'installent dans le pays. Néanmoins, Oxfam a félicité les Pays-Bas pour sa coopération avec l'OCDE, qui rend l'évitement fiscal plus difficile. (Source : DutchNews.nl.

Photo: Trends)

### Progrès et objectifs ambitieux du TradeMark East Africa



Le TradeMark East Africa, TMEA, continue à faire évoluer ses objectifs pour faciliter le commerce et promouvoir l'intégration régionale dans la Communauté de l'Afrique de l'Est. Les Pays-Bas sont un des contributeurs principaux. Le Conseil TMEA avait tenu sa troisième réunion le 21-22 novembre. Les sujets les plus importants à l'ordre du jour étaient : la prochaine étape 2017-2023, la rémunération et le focus régional.

La Stratégie 2 2017-2023, a présenté ses objectifs ambitieux : 2 millions d'emplois, sortir 5 millions de personnes de la pauvreté. Le genre sera aussi intégré dans le programme et le TMEA développera une approche pour les états fragiles, le Burundi, la RDC et le Sud-Soudan. Une majorité de donateurs a partagé les mêmes inquiétudes que les Pays-Bas, sur les rémunérations élevées à TMEA. Le Conseil a donné des lignes directrices claires au Conseil d'Administration et à la Direction pour réduire la rémunération du personnel. (Photo: Newtimes.co.rw)

### Nouvelle stratégie de Royal Joh. Enschedé et focus sur l'Impression de Haute Sécurité



A partir de l'année prochaine, Royal Joh. Enschedé se concentrera à devenir un imprimeur de haute sécurité sur le marché international des timbres, des visas et des étiquettes d'impôt, conjointement avec des marchés, intéressants, en pleine croissance tels que 'la protection des marques' et 'la lutte contre la contrefaçon'. Ce nouveau focus implique que l'entreprise cessera, dans un futur proche, la production des papiers fiduciaires et fermera la division des billets, laquelle entraînera, malheureusement, des pertes d'emploi considérables.

Le comité et les actionnaires ont décidé cette modification stratégique, au regard des développements du marché et de la position de l'entreprise sur divers marchés. Avec une organisation modifiée et plus petite, et cette nouvelle priorité sur le marché, le comité et les actionnaires de Royal Joh. Enschedé croient que la survie de l'entreprise pourra être garantie et qu'une base pour une croissance plus saine pourra être établie, pour devenir leader dans l'impression de haute sécurité. (Source : Royal Joh. Enschedé. Photo: Nu.nl)

### CASA-II: Programme pour les états d'Afrique touchés par des conflits

Du 9 au 10 novembre, la réunion biannuelle de la communauté des donateurs de la Société Financière Internationale (IFC) CASA-II (IFC, Irlande, les Pays-Bas et Norvège) s'est tenue à Oslo. Les donateurs ont exprimé leurs soucis concernant CASA-II, ne le trouvant pas assez étendu. A ce jour, il n'y a que très peu de projets opérationnels dans la plupart des pays CASA. Ils ont également demandé une approche plus régionale.

Les Pays-Bas sont en désaccord avec les rapports que l'IFC publie sur CASA-II, tant au niveau financier que sur les résultats atteints. C'est pour cette raison que les versements de 2016 ont été suspendus. Les Pays-Bas contribuent 20 million USD au fonds fiduciaire CASA-II (2014-2018). CASA-II est actif dans 13 pays : Burundi, RCA, Côte d'Ivoire, RDC, Guinée, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Sierra Leone, Somalie, Sud-Soudan et Zimbabwe. Le PDG d'IFC (Philippe Le Houerou) s'est engagé à doubler le portefeuille d'investissements à 8%, d'ici 2020. Les donateurs ont exprimé l'importance d'une approche régionale et souhaiteraient discuter des opportunités plus stratégiquement dans les prochaines réunions du comité des donateurs.

### Evaluation PUM : changement d'orientation et financement renouvelé pour 2017-2020



Récemment, PUM 2012-15 a été évalué. PUM est un instrument de coopération au développement, qui fonctionne à travers des experts senior néerlandais dans divers domaines. Le rapport a conclu que les missions dans les pays à faible revenu impliquent plus de risque, mais en même temps contribuent significativement à l'augmentation de connaissance et à l'amélioration de la performance commerciale.

Suite à cette évaluation, PUM a décidé de plus se concentrer sur les pays les moins développés et les régions les plus pauvres, dans des pays à revenu faible ou moyen. L'impact sur la pauvreté est le plus élevé dans ces pays. Dans l'avenir, l'intervention de PUM se fera davantage à travers des collaborations stratégiques et programmatiques avec d'autres organisations. Cela va impliquer qu'il y aura moins de missions isolées. Le financement pour 2017-2020 s'élèvera à 40 millions EUR. (Photo: PUM.nl)

## Le taux d'exécution des dépenses inscrites au budget 2015 évalué à 68,22 %

Les dépenses inscrites au budget de l'exercice 2015 ont été exécutées à concurrence de 5.796.221.494.097 CDF, soit 68,22% contre 74% en 2014, indique le rapport relatif à l'examen du projet de loi portant reddition des comptes du pouvoir central pour l'exercice 2015. Le taux d'exécution en dépenses d'investissements - 40,02% - a été inférieur à celui des dépenses courantes - 89,73 %.

Les dépenses d'investissements ont été sacrifiées au profit des dépenses courantes, lesquelles ont été jugées contraignantes par le gouvernement. La cour des comptes, a fait remarquer en ce qui concerne les dépenses courantes, que la consommation des crédits en dépassement des prévisions budgétaires est en violation des dispositions de la loi de finances. Les dépenses sur crédits ne peuvent être engagées ni ordonnancées au-delà des dotations budgétaires. La Commission de l'Economie et Finances a fait savoir que le ministère du Budget a justifié ces incohérences par les imputations comptables erronées. (Source : ACP)

## Le Sénat approuve l'adhésion à la banque africaine d'import-export



Le Sénat a autorisé l'adhésion de la RDC à l'accord portant création de la banque africaine d'import-export, Afreximbank. Le pays avait signé en avril 2014 l'instrument d'adhésion à l'accord de l'Afreximbank et attendait cette autorisation pour devenir membre effectif de ladite banque.

Pour le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, Jean-Claude Mokeni, la ratification par la RDC de cet accord va aider le pays à accéder à des crédits bancaires pour accélérer son développement. « [ L'Afreximbank ] est une banque panafricaine d'investissement essentiellement axée sur la promotion du commerce interafricain. L'avantage pour la RDC est qu'elle pourra prétendre à des prêts concessionnels, dans les différents domaines d'activités qui sont repris par notre gouvernement dans le cadre des 28 mesures. Il n'est jamais trop tard pour bien faire les choses », a expliqué le sénateur. (Source: Radio Okapi. Photo: afreximbank.com)

## Le FPI annonce des recouvrements forcés auprès de ses débiteurs

Le nouveau comité du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI), annonce des recouvrements forcés de ses créances, estimées à 260 millions de dollars américains. Il a confié cette tâche à un collectif d'avocats chargés de récupérer cet argent détenu par des débiteurs parmi lesquels on compte des hommes politiques. L'argent détenu par les débiteurs de la FPI constitue, selon ces avocats, 58% du portefeuille-prêts de l'entreprise. Ce qui compromet le bon fonctionnement de l'entreprise qui éprouve des difficultés pour remplir convenablement ses missions, affirment-ils.

L'un des avocats du FPI, Me Mukalay, a déclaré: «Nous appelons nos partenaires qui ont signé des modalités contractuelles en bonne et due forme avec le FPI, de bonne foi, de venir payer. Sinon, on vient de nous mandater au nom et pour le compte du FPI de recouvrer par la force. » (Source : Mediacongo)

## 1,8 milliard de dollars pour financer le processus électoral



La Commission chargée d'organiser les élections en République Démocratique du Congo a annoncé avoir évalué à 1,8 milliard de dollars le budget pour financer les scrutins prévus dans la Constitution. La date de l'élection présidentielle, en revanche, n'est toujours pas connue. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa, avait présenté ce budget au gouvernement, comme l'avait exigé l'accord signé le 18 novembre au terme du dialogue politique mené par le pouvoir en place, avec une partie de l'opposition congolaise.

La somme est importante, au regard du projet de budget de l'Etat pour l'année 2017, qui est évalué à 4,5 milliards de dollars ; deux fois moins que l'année précédente. La Ceni et le gouvernement, collaborent en ce moment pour évaluer les possibilités de réduire ladite somme, au regard des difficultés économiques que connaît le pays. (Source: Jeune Afrique. Photo: un.org)

## Classement Forbes: George Forrest, deuxième fortune d'Afrique francophone subsaharienne

Parmi les trente personnes et familles les plus fortunées de cette région de l'Afrique, figurent George Forrest et la famille Rawji. George Forrest, patron du groupe Forrest qui opère, en RDC, dans la cimenterie, les mines, la banque, l'agroalimentaire et les énergies renouvelables, occupe la deuxième marche du podium. La fortune de cet entrepreneur, d'origine belge, est actuellement estimée à 800 millions de dollars.

Les Rawji, une famille d'origine indienne, arrivée il y a environ un siècle en RDC, occupe le 4e rang de ce classement. La fortune de cette famille, essentiellement active dans la banque (groupe Rawbank), la distribution de biens de consommation, la distribution automobile et la logistique, est estimée à 630 millions de dollars. Le Camerounais Baba Danpullo dont la fortune est estimée à 940 millions de dollars, est la plus grosse fortune d'Afrique francophone subsaharienne.

(Source: Radio Okapi)

## Vers le début de la liquidation de la BIAC

Les actionnaires de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC) ont décidé de la dissoudre à l'issue d'une assemblée générale (le 4 novembre 2016) dans le but de rembourser leurs clients. Cette décision est intervenue alors que sa mise sous tutelle par la Banque Centrale du Congo (BCC), pour une durée de 180 jours, depuis juin dernier, n'a abouti à aucune reprise telle que le Gouverneur de la BCC, Deogratias Mutombo, le promettait.

Le Gouverneur de la BCC avait promis une reprise incessante de la banque par des opérateurs chinois. Contre toute attente, Deogratias Mutombo s'était opposé à cette dissolution, attaquant la BIAC en justice pour obtenir son annulation. Soucieux de garantir le remboursement de plus de 400.000 clients, les actionnaires auraient obtenu le déblocage conduisant à la nomination prochaine d'un liquidateur qui va garantir la transparence de cette procédure. (Source : Politico.cd)

## Tenke Fungurume Mining conteste les décisions du Tribunal de Commerce de Lubumbashi



Tenke Fungurume Mining (TFM) considère que la procédure a été entachée d'irrégularités et a saisi l'Inspecteur Général des Services Judiciaires et Pénitentiaires, lequel a suspendu l'exécution de l'Ordonnance du Tribunal de Commerce de Lubumbashi. Aucun Administrateur Provisoire n'a donc pu régulièrement prendre ses fonctions. En conséquence, la personne qui se présente comme l'Administrateur Provisoire désigné n'a aucun pouvoir pour représenter TFM. TFM entend utiliser tous les recours et moyens légaux pour faire valoir ses droits, dans l'intérêt à la fois de ses actionnaires et de toutes les autres parties prenantes.

Le Conseil d'Administration et la direction de TFM continuent donc à assumer pleinement leurs responsabilités dans l'intérêt de leurs différentes parties prenantes et à exercer leurs responsabilités pour la conduite de toutes les activités minières. TFM estime que les réclamations de la Gécamines sont dépourvues de fondement et qu'il n'existe aucun cadre légal pour qu'un Administrateur Provisoire soit nommé chez TFM. (Source : Tenke Fungurume Mining. Photo: miningreview.com)



## Le Congo-Brazzaville s'apprête à lever 150 milliards de F CFA sur le marché régional



C'est la première incursion de Brazzaville sur le marché des obligations dans la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac). Selon certaines sources, la levée de fonds prévue est de 150 milliards de F CFA (229 millions d'euros). Le gouvernement de la République du Congo lance son premier emprunt obligataire sur le marché financier de la zone Cemac.

D'une valeur nominale de 10 000 F CFA, ces obligations portent un coupon de 6,5 % par an (net d'impôts pour les résidents de l'espace Cemac). Leur maturité est de 5 ans, avec un différé de remboursement d'une année. La période de souscription a couru du 12 au 22 décembre 2016. Les ressources mobilisées serviront au financement des projets de développement inscrits au budget 2016 de l'État et à l'apurement partiel de la dette intérieure. (Source: Jeune Afrique. Photo: adiac-congo.com)

## Le Congo produira 300.000 barils de pétrole par jour en 2018



Le ministre congolais en charge du secteur pétrolier, Jean-Marc Thystere-Tchicaya, a annoncé, lors d'une conférence à Libreville, que le Congo atteindra, en 2018, une production journalière de brut équivalente à 300.000 barils par jour avec la mise en production, en mars ou en avril prochain, du projet Moho Nord logé sur la licence Moho Bilondo. «A partir de la mi-2017, nous pouvons déjà compter sur une augmentation progressive de la production qui atteindra, en 2018, un plateau de 300.000 barils par jour », a déclaré le ministre congolais.

Ce chiffre devrait permettre au Congo-Brazzaville de bouleverser la hiérarchie dans le classement des plus importants producteurs du continent et de se placer devant la Guinée Equatoriale qui peine à améliorer son rendement. La production actuelle du Congo est de 250 000 barils par jour. (Source : Les Echos du Congo-Brazzaville. Photo: busiweek.com)

## Vers la libre circulation des marchandises en Afrique centrale



A présent, un seul certificat d'origine CEEAC/CEMAC va permettre aux marchandises de circuler dans l'ensemble du territoire Afrique centrale. Les experts du Comité de pilotage de la rationalisation des communautés économiques régionales en Afrique centrale (COPIL/CER-AC) s'étaient réunis, à Yaoundé, autour d'un atelier régional d'harmonisation des instruments des zones de libre-échange de la CEEAC et de la CEMAC.

Il en ressort, selon Patrice Libong Badian, coordonnateur dudit secrétariat technique, que « dorénavant, on aura un seul certificat d'origine CEEAC/CEMAC, qui va permettre aux marchandises de circuler dans l'ensemble du territoire Afrique centrale. Mais, en attendant l'adoption de ce document unique, les experts ont suggéré que pour circuler dans l'espace Afrique centrale, les produits industriels devront avoir un agrément et un certificat d'origine ». L'autre innovation majeure est l'adoption du principe de mise en place d'un système d'information sur les marchés en Afrique centrale, pour faire remonter l'information aux opérateurs économiques. (Source : Financial Afrik. Photo: l'Observateur-rdc.com)

## Les activités du CAB pour 2017

Lors de la réunion du comité de pilotage du projet Central Africa Backbone (CAB), composante Congo, le coordonnateur du projet, Yvon Didier Miehakanda, a présenté les principales activités qui marqueront l'année 2017. La première activité portera sur l'activation du réseau de fibre optique (près de 520 km), déployé depuis Pointe-Noire jusqu'à Binda (frontière avec le Gabon). Les autres activités, porteront sur la construction d'un incubateur TIC pour encadrer et faire germer les idées novatrices, en rapport avec le numérique, et la mise sur pied d'un fonds d'investissement TIC pour accompagner financièrement les porteurs de projets Tech et entrepreneurs numériques.

En 2019, il est prévu le déploiement de la fibre optique vers les frontières d'autres pays voisins tels que la République Démocratique du Congo, la Centrafrique et le Cameroun. Le coût estimatif de ces chantiers est de 66,54 millions d'euros, cofinancés à hauteur de 80% par la Banque Africaine de Développement et de 20% par le gouvernement congolais. (Source : Agence Ecofin)

## Vers un système informatisé du commerce du bois



De concert avec ses partenaires de l'Union européenne, le Congo a annoncé le lancement, dès l'année 2018, d'un système informatisé pour le commerce du bois vers l'Europe. Ce nouveau logiciel devrait permettre d'insérer toutes les données réelles d'exploitation dans tous les sites du pays, où quelque 32 concessionnaires produisent. Le Congo a exporté 937.732,40 m<sup>3</sup> de bois en 2015. Le bois congolais est essentiellement exporté vers les pays d'Europe et d'Asie.

Le bois fût la première ressource d'exploitation du pays avant qu'il ne soit supplanté en 1973 par le pétrole. Le secteur forestier est le deuxième pourvoyeur d'emplois au Congo, après la fonction publique. La forêt ne contribue qu'à hauteur de 5 à 6% au produit intérieur brut (PIB) national, malgré son immense potentiel de biens et services. La forêt congolaise couvre une superficie de 22 millions d'hectares, soit près de 70% du territoire national. (Source : Les Echos du Congo-Brazzaville. Photo: journaldebrazza.com)

# POST SCRIPTUM

## 2017 promet d'être une année ambitieuse

La section économique de l'Ambassade des Pays-Bas, aura un agenda bien rempli pour l'année 2017. Elle continuera, entre autres, à encourager et soutenir les développements de la responsabilité sociétale des entreprises en RDC, à encourager et assister l'entrepreneuriat féminin, et à examiner les opportunités de développement dans le secteur avicole. Le transport fluvial et l'agriculture resteront des secteurs prioritaires de notre Ambassade. Des possibilités pour renforcer le secteur congolais du café seront envisagées.

Comme toujours, les instruments néerlandais de développement économique seront promus, pour stimuler l'entrepreneuriat durable et le secteur privé. A côté de cela, l'Ambassade continuera à s'impliquer dans le secteur privé en général et à établir des liens entre les secteurs privés néerlandais et congolais. (Photo: itah.tk)

### Liens utiles

- Rapport Oxfam sur le classement des pays classés comme paradis fiscaux :  
[https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file\\_attachments/bp-race-to-bottom-corporate-tax-121216-en.pdf](https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-race-to-bottom-corporate-tax-121216-en.pdf) (version anglaise)
- Le programme CASA en RDC :  
[http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/REGION\\_EXT\\_Content/Regions/Sub-Saharan+Africa/Advizory+Services/StrategicInitiatives/DRC/](http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/REGION_EXT_Content/Regions/Sub-Saharan+Africa/Advizory+Services/StrategicInitiatives/DRC/) (version anglaise)
- Le plan stratégique de PUM 2017 - 2020 :  
<https://www.pum.nl/fr/au-sujet-de-pum/plan-strat%C3%A9gique-de-pum>
- Le programme TradeMarkt East Africa :  
<https://www.trademarka.com/who-we-are/our-organisation/> (version anglaise)



L'équipe rédactionnelle de Masolo vous transmet ses meilleurs vœux pour 2017 !

## INFORMATIONS PRATIQUES

### Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

#### Coordonnées

11, avenue Nzongotolo  
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600  
Urgence : +243 99 818 62 24  
Fax : +243 99 6050 629  
E-mail : [kss@minbuza.nl](mailto:kss@minbuza.nl)

#### Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa  
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

#### Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30  
Vendredi / 08:00 – 13:30

#### Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 -12:00  
Les autres jours uniquement sur RDV.

### Consulat de Brazzaville

#### Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou  
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

#### Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)  
Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

#### Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey  
Tel : +242 06 924 14 07  
E-mail: [hamvanbaggum@yahoo.fr](mailto:hamvanbaggum@yahoo.fr)

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627  
E-mail : [kss-hb@minbuza.nl](mailto:kss-hb@minbuza.nl)

#### Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à [kss-hb@minbuza.nl](mailto:kss-hb@minbuza.nl) si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.

Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur [www.linkedin.com](http://www.linkedin.com)



**M. Gerard Michels** (Ambassadeur)

**Mme Corina van der Laan** (Chef de mission adjoint)

**M. Francis Wilanga** (Sr Economic policy officer)

**Mme Sandy Makola** (Economic policy officer)